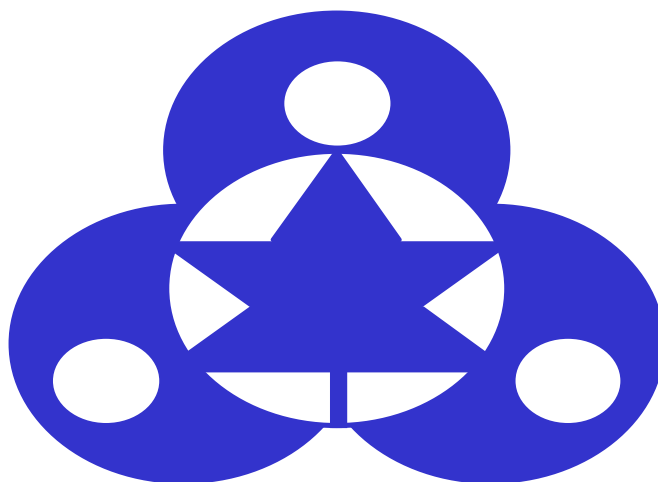
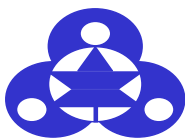


*Comité national mixte des hauts
représentants officiels de la justice
pénale*

**RAPPORT ANNUEL
2010-2011**



***BÂTISSONS ENSEMBLE DES
COMMUNAUTÉS PLUS SÛRES***



MESSAGE DU PRÉSIDENT	3
CONTEXTE	5
FAITS SAILLANTS DES RÉUNIONS NATIONALES	6
FAITS SAILLANTS DES RÉUNIONS RÉGIONALES DU CNM	8
RÉGION DE L'ATLANTIQUE.....	8
RÉGION DU QUÉBEC.....	11
RÉGION DE L'ONTARIO.....	14
RÉGION DES PRAIRIES.....	17
RÉGION DU PACIFIQUE.....	21
PLAN STRATÉGIQUE DU COMITÉ NATIONAL MIXTE	24
COMPOSITION DU COMITÉ NATIONAL MIXTE	25

MESSAGE DU PRÉSIDENT

J'ai le plaisir de présenter le rapport annuel du Comité national mixte des hauts représentants officiels de la justice pénale (CNM) pour l'exercice 2010-2011. Ce rapport met en lumière les principales activités et réalisations du CNM et de ses comités régionaux (régions de l'Atlantique, du Québec, de l'Ontario, des Prairies et du Pacifique).

Tous les ans, le CNM s'efforce de tenir deux réunions nationales, tandis que les présidents des comités régionaux en organisent près de 30 dans les cinq régions du Canada. Plusieurs sujets sont à l'ordre du jour : le crime organisé, les stratégies de gestion des gangs de rue, l'intimidation des représentants de la justice, les questions liées aux Autochtones, les délinquants à risque élevé, l'exploitation des enfants, les droits des victimes, le registre des délinquants sexuels, etc. Les comités régionaux invitent régulièrement des représentants de leurs collectivités respectives à participer à des discussions.

Au printemps, nous organisons la réunion nationale dans l'une des cinq régions, tandis que la rencontre de l'automne a généralement lieu à Ottawa, ce qui permet à un plus grand nombre de représentants de Sécurité publique Canada d'y participer.

La première réunion nationale du CNM de 2010-2011 a eu lieu à Ottawa le 4 novembre 2010, nous avons procédé à l'analyse de l'environnement des différentes organisations de justice pénale afin d'établir un plan stratégique triennal, qui guidera nos travaux des futures années.

Nous avons eu lors de cette journée une présence ministérielle empreinte d'encouragement et de support. Nous avons traité de sujets tels que :

- Ethno diversité (nouveaux immigrants, problèmes culturels, compréhension et accommodements)
- Victimisation (population vieillissante, liens entre nos besoins et les attentes)
- Criminalité violente (violence urbaine, gangs de rue, etc.)
- Criminalité à cols blancs (fraudes, usurpation d'identité, impacts sociaux)
- Exploitation sexuelle des jeunes (internet, traite de personnes)
- Autre criminalité émergente

Notre seconde réunion a eu lieu dans l'Atlantique à Summerside, à l'île du Prince Édouard. Nous avons coïncidé réunion de la région et réunion nationale, où nous avons traité et mis en communs différents projets d'amélioration de la communication entre les organismes membres du comité tel que le projet de la police régionale d'Halifax. Ainsi, Mme Thérèse Leblanc, sous-commissaire régional de l'atlantique service correctionnel du Canada, ainsi que Monsieur Brian Chase des libérations conditionnelles du Canada nous ont partagé leur vision et leurs enjeux. Le succès du CNM a toujours reposé sur le dévouement et la participation de ses membres. J'ai eu le plaisir et la chance de travailler tant avec des membres du Comité national que des comités régionaux, et ces derniers ont sans contredit un engagement et une persévérance hors du commun afin d'apporter une précieuse contribution au système de justice pénale.

Beaucoup de travail fut accompli en lien avec notre nouveau plan triennal stratégique, et je suis certain que le CNM pourra continuer à jouer un rôle déterminant au sein du système de justice pénale au cours des années à venir.

Le gouvernement actuel a réitéré que la sécurité des citoyens était au cœur de ses objectifs. En se concentrant sur la prévention du crime et en facilitant le dialogue entre les professionnels de la justice pénale en ce qui a trait aux lois et à l'application de la loi, le CNM aidera le gouvernement fédéral à s'acquitter de son mandat. Au cours des réunions à venir, nous aurons certainement l'occasion de discuter de divers enjeux liés à la sécurité du public et des collectivités et de miser sur les réussites des dernières années. À ce titre, nous aurons l'occasion au mois de novembre 2011, d'organiser un symposium sur les victimes d'actes criminels en partenariat avec Justice Canada et le ministère de la Sécurité publique.

Je tiens aussi à remercier Monsieur Pierre Sangollo qui a su transmettre sa détermination et passion pendant plus de 12 ans comme président National. C'est ainsi que je termine ma première année à titre de président National et je vous remercie d'être engagé vers des solutions novatrices équilibrées pour s'attaquer à toutes les questions concernant la sécurité des citoyens canadiens.

Le CNM, un outil efficace et concerté pour un Canada sécuritaire!

En conclusion, je remercie Sécurité publique Canada pour son soutien financier continu depuis 1973.

Didier Deramond
Président
Comité national mixte des hauts
représentants officiels de la justice pénale

CONTEXTE

Le Comité national mixte (CNM) des hauts représentants officiels de la justice pénale a été formé en 1973 sous les auspices de l'Association canadienne des chefs de police (ACCP) et de la Commission des libérations conditionnelles du Canada (CLCC).

Au départ, le Comité avait pour objectif d'améliorer la communication, la compréhension et la collaboration parmi les représentants des forces policières et des services correctionnels. Ses membres fondateurs étaient des agents de police supérieurs représentant l'ACCP et la GRC, ainsi que des représentants de la CLCC. Plus tard, le Comité s'est élargi afin d'inclure des membres du Service correctionnel du Canada (SCC), de l'Association canadienne des juristes de l'État (ACJE) et de l'Association des chefs de police des Premières nations (ACPPN).

Le CNM établit et maintient des mécanismes de communication et de consultation efficaces entre la GRC, le SCC, la CLCC, l'ACJE, l'ACPPN et tout autre organisme faisant partie du système de justice pénale.

Le CNM travaille en partenariat avec les gouvernements et tous les organismes et services intéressés pour fournir des conseils sur les questions que ceux-ci leur demandent d'étudier.

Aujourd'hui, le CNM est une tribune pancanadienne unique qui rassemble des représentants de Sécurité publique Canada, du ministère de la Justice, du SCC, des procureurs généraux des provinces, des forces policières et de la CLCC. Le CNM est aussi le seul forum de justice pénale au Canada mobilisant des gens qui participent activement à l'administration opérationnelle du système de justice pénale. Il représente des gouvernements, des organisations non gouvernementales et d'autres intervenants du milieu de la justice pénale dans des discussions sur le système de justice pénale.

FAITS SAILLANTS DES RÉUNIONS NATIONALES

TRAVAILLER ENSEMBLE, DANS UNE SOCIÉTÉ EN CHANGEMENT OTTAWA (ONTARIO) LE 4 NOVEMBRE 2010

Les membres ont examiné comment les nouvelles tendances au sein du système de justice pénale obligent les intervenants à collaborer pour régler les problèmes.

Les membres ont assisté à des présentations du Service canadien du renseignement de sécurité, de la Commission des libérations conditionnelles du Canada, de l'Association canadienne des chefs de police, du Service correctionnel du Canada, de la Gendarmerie royale du Canada et de l'Association des chefs de police des Premières nations.

Le CNM s'est imposé comme une tribune où les organisations du système de justice pénale peuvent échanger des idées et assurer une communication sur un vaste éventail de sujets.

Les points généraux suivants sont ressortis de la réunion.

Faits saillants

- Les membres étaient reconnaissants des présentations et ont pu mieux comprendre comment les nouvelles tendances au sein du système de justice pénale obligent les intervenants à collaborer pour régler les problèmes.
- Le CNM s'est imposé comme une tribune où les organisations du système de justice pénale peuvent échanger des idées et assurer une communication sur un vaste éventail de sujets.
- Le CNM établira un plan de communication pour faire connaître à plus de gens son mandat et expliquer ce qu'il peut apporter aux différents ministères et organismes.
- Le CNM dans la région du Pacifique élaborera un protocole pour les situations où la police met un délinquant en état d'arrestation avant d'avoir communiqué avec l'agent de libération conditionnelle (au cas où de nouvelles mesures législatives autorisant cette pratique soient adoptées).

- Statistique Canada offre de présenter au groupe les tendances en matière de justice pénale.

**L'ÉCHANGE DE PRATIQUES EXEMPLAIRES POUR LA SÉCURITÉ DES
COLLECTIVITÉS
SUMMERSIDE (ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD)
5 MAI 2011**

Le CNM de la région de l'Atlantique a présenté un certain nombre d'activités menées dans la région dans le but d'accroître la sécurité des collectivités.

Des représentants de l'Académie de police de l'Atlantique, de la police régionale d'Halifax, des Services aux victimes du Nouveau-Brunswick, de la Commission des libérations conditionnelles du Canada et du Service correctionnel du Canada ont donné des exposés.

FAITS SAILLANTS DES RÉUNIONS RÉGIONALES DU CNM

Région de l'Atlantique

Président : Stephen N. McIntyre

I. Introduction

À la fin de 2010 et en janvier 2011, des réunions ont eu lieu à Slemon Park (Î.-P.-É.) et à Moncton (Nouveau-Brunswick) dans l'espoir de revitaliser le CNM dans la région de l'Atlantique. Depuis quelques années, le Comité est plutôt inactif, et on a reconnu qu'il pouvait jouer un rôle utile en améliorant la communication entre tous les organismes faisant partie du système de justice pénale. En tant que président actuel pour la région de l'Atlantique, j'ai communiqué avec Edgar MacLeod, le directeur exécutif de l'Académie de police de l'Atlantique, vu sa participation passée au CNM. Nous avons réussi à réunir à nouveau le groupe. Des plans ont été mis en branle en vue de tenir la réunion nationale semestrielle à Slemon Park (Î.-P.-É.) en mai 2011, et d'autres réunions régionales auront lieu à l'automne 2011.

II. Liste des membres dans la région de l'Atlantique (nom et titre)

- Chef Stephen N. McIntyre (président), service de police régional de Rothesay et représentant de la région de l'Atlantique au sein de l'ACCP
- Edgar A MacLeod, directeur exécutif, Académie de police de l'Atlantique, Slemon Park, Î.-P.-É.
- Brian Chase, directeur général régional, région de l'Atlantique, Commission des libérations conditionnelles du Canada
- Thérèse LeBlanc, sous-commissaire régionale, Service correctionnel du Canada
- Gendarme-détective Scott Bowers, Service de police régional d'Halifax

III. Aperçu des activités en 2010-2011

Tel qu'indiqué précédemment, dans le but de revitaliser le CNM dans la région de l'Atlantique, une rencontre initiale a eu lieu au bureau de libération conditionnelle de Moncton, au Nouveau-Brunswick. Étaient présents des représentants des services de police ainsi que des représentants des services

correctionnels et des libérations conditionnelles. Le but était d'entamer une discussion sur les mesures à prendre pour aller de l'avant. Des représentants du service de police régional de Halifax et de la GRC ont assisté à la réunion à partir d'Halifax. Ils ont souligné les résultats positifs qu'ils ont obtenus en présentant des rapports probants, qui aident les responsables des services correctionnels et des libérations conditionnelles à prendre des décisions touchant la mise en liberté des détenus. Les personnes présentes ont bien compris que ce processus visait surtout à mieux informer les policiers des avantages liés à la communication de renseignements appropriés aux responsables des services correctionnels et des libérations conditionnelles.

On a tenté de revitaliser le CNM dans la région de l'Atlantique au moment où l'on planifiait d'organiser la conférence semestrielle du CNM en mai 2011. On a déterminé que l'on pourrait beaucoup aider en tenant des réunions à l'Î.-P.-É. La conférence a eu lieu les 5 et 6 mai à Slemon Park (Î.-P.-É.), et les participants ont pu mieux comprendre ce qui se passe dans la région de l'Atlantique. À l'inverse, les représentants de la région de l'Atlantique ont été informés des questions préoccupantes à l'échelle du pays.

On planifie actuellement de poursuivre les discussions dans la région de l'Atlantique à l'automne 2011. On prévoit inclure des représentants des services de police d'autres provinces de l'Atlantique. Le Service correctionnel du Canada et la Commission des libérations conditionnelles du Canada ont manifesté de l'intérêt et déploient des efforts pour que le Comité soit plus actif dans la région.

IV. Initiatives clés dans la région de l'Atlantique

Le président collaborera avec les représentants du Service correctionnel du Canada et de la Commission des libérations conditionnelles du Canada dans la région, ainsi qu'avec les représentants des services de police afin d'approfondir les discussions sur des sujets d'intérêt commun. La conférence de mai 2011 à Slemon Park (Î.-P.-É.) a fait ressortir diverses questions, comme la bonne gestion des récidivistes et des délinquants violents, l'aide offerte aux victimes et les graves questions auxquelles font face tous les organismes qui ont à traiter avec des délinquants atteints de problèmes de santé mentale.

V. Budget régional

À ce jour, seul un petit montant a été dépensé dans la région de l'Atlantique, et ce pour la réunion initiale de janvier 2011 à Moncton. Le budget annuel pour la région est établi à 9 000 \$. On s'attend à ce qu'une partie de ce montant serve à la tenue des réunions régionales à l'automne 2011.

Présenté par :

Stephen N. McIntyre, président régional

Région du Québec
Président : Didier Deramond

I. Introduction

Le comité régional mixte de la région du Québec est très bien implanté dans notre région. Cette année a été marquée par l'arrivée de nouveaux partenaires de la Gendarmerie Royale du Canada, de la Sûreté du Québec, du Service de police de la ville de Montréal et des Services correctionnels du Canada. Les nouveaux venus sont déjà bien impliqués et leur participation active est déjà remarquée.

Nous tenons aussi à souligner l'arrivée d'un nouveau représentant soit Monsieur Sabin Ouellet, procureur chef aux poursuites criminelles et pénales.

II. Composition du comité de la région du Québec

Didier Deramond, Regional Chair, Chief Inspector, Special Investigations Service

François Bigras (ADPQ Représentative), Director, Régie de police Richelieu-Saint-Laurent

Sabin Ouellet, Chief Prosecutor, Bureau des affaires extérieures, de la sécurité et du développement

Ronald Boudreault, Inspector, Unit Head, Criminal Intelligence Service, Sûreté du Québec

Marie-Andrée Cyrenne, Director, Montreal Metropolitan District, Correctional Service Canada

Marie-Andrée Trudeau, Chair, Commission québécoise des libérations conditionnelles

Geneviève Thibault, Director, Operation, Quebec Regional Headquarters, Correctional Service Canada

Michel Frappier, Regional Vice-Chair, Regional Manager, Conditional Release Programs, National Parole Board

Guy Pilon, Superintendent, Officer in Charge, Divisional Service – Criminal Intelligence, Royal Canadian Mounted Police

Sylvie Boileau, Chief Federal Prosecutor

Élaine Raza, Director, Security, Direction générale des services correctionnels du Québec, Ministère de la Sécurité publique

Gratien Tremblay, Director, East/West Quebec District, Correctional Service Canada

Michel Chaput, Chief Inspector, Intelligence Division, Service de police de la ville de Montréal

III. Survol des activités (exercice 2010-2011)

Nous avons tenu 4 réunions au cours de la dernière année. Les principaux sujets ont été :

- Structure de gestion contre le terrorisme et radicalisation. Impacts organisationnels.
- Deux présentations : a) par les policiers
b) par les bureaux des poursuites fédérales
- Les collaborateurs de justice
- Présentation de Me Ouellet concernant la procédure provinciale. Mise à jour de chacune de nos organisations impliquées. Création d'un comité de suivi.
- Retour sur la journée thématique. Encadrement des délinquants sexuels.
- Relations de travail des procureurs de la Couronne et impacts.
- Mise à jour du SED et problématiques.
- Mise à jour du manuel du policier.

IV. Initiatives clés dans la région du Québec

- Suivi sur l'encadrement des collaborateurs de justice.
- Suivi sur les problématiques de la mise à jour du SED.
- Encadrement des délinquants sexuels au niveau provincial
- Collaboration au symposium sur les victimes

V. Budget régional

La région du Québec a été allouée un budget de \$6000. Des fonds ont été mis à contribution pour réunions régionales et l'impression d'une brochure du CNM régional du Québec.

Présenté par : Didier Deramond, président régional

Région de l'Ontario
Président : Mike Federico

I. Introduction

En 2010, le CNM de la région de l'Ontario a continué de servir de forum permettant aux partenaires du système de justice d'aborder les questions d'intérêt commun. Le Comité de la Zone 3 a tenu sa conférence annuelle sur le thème de la traite de personnes. De plus, on a reconstitué le Comité sur les délinquants à risque élevé dans l'objectif continu d'aider les délinquants à réintégrer avec succès la collectivité. Pour demeurer à la hauteur, le CNM de la région de l'Ontario a envisagé d'inclure des représentants des commissions de services policiers, qui ne font pas partie des partenaires traditionnels du système de justice pénale.

II. Liste des membres dans la région de l'Ontario

Ruth Campbell, présidente, Office des affaires des victimes d'actes criminels

Susan Crone, sergente détective de la section d'évaluation du comportement, service de police de Toronto, et présidente du Comité sur les délinquants à risque élevé du Grand Toronto

Brian Fazackerley, inspecteur d'état-major, Service de police régional de Durham

Arnold Galet, président, Commission ontarienne des libérations conditionnelles

Randolph Smith, inspecteur, service de police de Toronto, Brigade provinciale de recherche des fugitifs

George McFarlane, gestionnaire, Probation et libérations conditionnelles, ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels, et coprésident du CNM de la Zone 3 (Ontario)

David Pisapio, directeur de district, région de Toronto, Service correctionnel du Canada

Denise Preston, directrice, région de l'Ontario, Commission des libérations conditionnelles du Canada

Bill Stahlbaum, Unité de recherche documentaire, Service correctionnel du Canada

Steve Tanner, chef de police, Service de police de Kingston

Stephen Waldie, directeur, Relations externes, Division de la sécurité publique, ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels

LISTE DES MEMBRES DU COMITÉ EXÉCUTIF

Président : Mike Federico, chef adjoint, Service de police de Toronto

Première vice-présidente : Barbara Bennett, procureure de la Couronne (services administratifs), Bureau du centre-ville de Toronto, ministère du Procureur général de l'Ontario

Deuxième vice-présidente : Maureen Armstrong, présidente, Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels

III. Aperçu des activités en 2010

En mai, le CNM de la région de l'Ontario a accueilli la réunion nationale, au cours de laquelle on a mis l'accent sur l'expérience des victimes et les services aux victimes au sein du système de justice pénale canadien. La réunion s'est avérée un tel succès que le CNM a décidé d'élaborer une stratégie nationale. Pour faire avancer les travaux à cet égard, on a convenu de tenir un symposium en novembre 2011. Pour cette raison, le CNM dans la région de l'Ontario a concentré une grande partie de son attention à se renseigner davantage sur les services de soutien aux victimes. En novembre, il a invité Mme Sue O'Sullivan, qui a récemment été nommée au poste d'ombudsman fédéral des victimes d'actes criminels, pour qu'elle puisse présenter le mandat de son bureau et les priorités de celui-ci. Le Comité s'est également engagé à aider, à l'échelon national, à mettre sur pied le symposium sur les questions concernant les victimes.

De plus, M. Leibovich, le sous-directeur du Programme des délinquants à risque élevé de l'Ontario, a présenté au Comité le Système national de repérage et le tribunal spécialisé pour les délinquants à risque élevé. Une initiative pancanadienne, ce programme vise à assurer un suivi des délinquants dangereux et des délinquants à contrôler potentiels. Grâce à ce programme, si de nouvelles accusations sont portées, le juge président à l'enquête sur le cautionnement sera informé en conséquence. De même, si ces délinquants sont trouvés coupables, le juge responsable pourra imposer une peine appropriée. Enfin, on pourra assurer une surveillance adéquate à l'expiration des peines.

De plus, le Comité a appuyé la décision de reconstituer le Comité sur les délinquants à risque élevé, un groupe composé de policiers, de procureurs, de représentants des services correctionnels et de membres de la collectivité qui recherchent des moyens d'améliorer la réinsertion sociale des délinquants en se fondant sur la prémisse que la bonne réinsertion sociale contribuera à réduire la victimisation.

Enfin, le CNM de la Zone 3 de la région de l'Ontario a tenu sa conférence annuelle sur le thème de la traite de personnes. Robert Lombardi, un haut représentant de l'Assistant Attaché Bureau à Toronto de la Homeland Security Investigations (HSI) était le conférencier d'honneur. Le caporal Nilu Singh, du Centre national de coordination contre la traite des personnes de la GRC à Ottawa, qui fait partie du Groupe de travail interministériel sur la traite de personnes du gouvernement fédéral, a aussi donné un exposé. Jim Zucchero, un membre de l'escouade de la moralité du service de police régional de Peel qui a notamment pour fonction de mener des enquêtes et de découvrir les victimes de traite de personnes, a présenté une perspective municipale sur la question. Enfin, les participants ont entendu Mme Timea Eva Nagy, une survivante de l'esclavage sexuel à Toronto qui, grâce à son courage et sa persévérance, est devenue une auteure, une conférencière et une militante sociale qui cherche à sensibiliser le public et à faire adopter des mesures législatives pour mettre fin à la traite de personnes.

IV. Initiatives clés dans la région de l'Ontario

En 2011, le CNM dans la région de l'Ontario cherchera à accroître son influence en Ontario en invitant d'autres membres, qui ne font pas partie des partenaires traditionnels du système de justice pénale. Il a invité entre autres un représentant de l'Ontario Association of Police Services Boards. Le Comité appuie aussi le symposium national sur les victimes qui doit avoir lieu en novembre 2011.

V. Budget régional

Le CNM de la région de l'Ontario a dépensé des fonds pour la réunion nationale qui a eu lieu en mai, pour la réunion périodique de novembre, pour la conférence du Comité de la Zone 3 et pour la réunion de décembre du Comité sur les délinquants à risque élevé.

Présenté par : Mike Federico, président régional, vice-président du CNM

Région des Prairies

Présidents : Clive Weighill (Manitoba et Saskatchewan), Wayne Michaluk (Manitoba et Saskatchewan), Jan Fox (Alberta)

I. Introduction

Le CNM dans la région des Prairies a été actif au cours de la dernière année. Grâce aux remarquables efforts déployés par Jan Fox, il a fait du chemin en Alberta. Comme l'indique la liste des membres ci-dessous, la région est très bien représentée.

II. Liste des membres dans la région des Prairies

Coprésident régional – Clive Weighill, Service de police de Saskatoon

Coprésident régional – Jan Fox, Service correctionnel du Canada

Coprésident régional – Wayne Michaluk, Service correctionnel du Canada

Westman/Dauphin – Section locale

Scott Dickey (président) – Service correctionnel du Canada (libération conditionnelle)

Brian McVicar et Dave Parker – Centre correctionnel de Brandon

Keith Atkinson – Service de police de Brandon

Tribunaux et services de shérifs de Brandon

Dan Collings – Base des Forces canadiennes de Shilo

Uwe Jansen – Centre correctionnel de Dauphin

Doug Palson – Service de police Ojibway Dakota

Paul Bergen – Services de probation, Brandon

Glen Siegersma – GRC, District de l'Ouest, Dauphin et parcs

Winnipeg – Section locale

Ron Leslie (président) – directeur exécutif, Détention des adultes

Rick Stefaniuk – Agence des services frontaliers du Canada

Rob Harding – Service de police de Winnipeg

Connie Johansson – sous-directrice, Établissement de Rockwood

Lisa Waddell – directrice p. i, Établissement de Stony Mountain

Michelle Duncan – surintendante, Centre de détention de Winnipeg

Jim Loewen – Service correctionnel du Canada, Winnipeg rural

Ed Haluschak – directeur, Service des sheriffs

Karen Fulham – Tribunaux

Michael Mahon – directeur, Poursuites spéciales et appels

Debbie Baker – directrice exécutive, Tribunaux
Heather Armstrong (soutien administratif)
Sergent d'état-major David Allison (vice-président) – GRC
Mike Pollmann – directeur, Établissement de Rockwood
Loren Schinkel – coordonnatrice, Affaires municipales et règlements municipaux
Suzanne Slagerman – ministère de la Justice du Manitoba

Prince Albert – Section locale

Dale McFee (président) – Service de police de Prince Albert
Cindy Gee – Riverbend (Prince Albert)
Darren Fidler – Services judiciaires (Prince Albert)
Mike Regnier – PAYR (Prince Albert Youth Residence)
Bob Wheadon – GRC
Cam Scott – Poursuites publiques (Prince Albert)
Dwayne Mills – Community Training Residence (Prince Albert)
Eric Walberg – Pine Grove (Prince Albert)
Jarrett Parker – Jeunes contrevenants (Prince Albert)
Jay McInnis – GRC
Paul Blain – Services correctionnels communautaires et services de probation pour adultes (Prince Albert)
Leslia Sorokan – Bureau de libération conditionnelle de la région Nord-Centre de la Saskatchewan (Saskatoon)
Wally Disiewich – Centre correctionnel de Prince Albert (Prince Albert)

Regina – Section locale

Tony Gerein (président) – Services des poursuites, Saskatchewan
Wayne Michaluk – Service correctionnel du Canada (libération conditionnelle)
Shelly Pelletier – Service de police de Regina
Krystal Nameth – Services de probation pour adultes, Saskatchewan
Rick Bereti – Programme pour jeunes contrevenants de la Saskatchewan
Peter Wake – Centre correctionnel de Regina
Keri Harmen – Services correctionnels pour adultes, Saskatchewan
Dale Delainey – Centre Oskana, SCC
Linda Clements – Opérations communautaires, ministère de la Justice de la Saskatchewan, région de Regina
Dean Rae – Service de police de Regina
Doug Hardy – GRC
Jim Kleckner – Opérations communautaires, ministère de la Justice de la Saskatchewan, région de Moose Jaw

Saskatoon – Section locale

Clive Weighill (président) – Service de police de Saskatoon
Darcey Davidson – GRC
Eagan Day – SCC (libération conditionnelle)
Lesia Sorokan – SCC (libération conditionnelle)
Mark Chatterbok – Service de police de Saskatoon
Shelley Hopper – Centre correctionnel de Saskatoon
Christine Haynes – Service fédéral des poursuites
Sonja Hansen – Service des poursuites de la Saskatchewan
Darcy Emann – Service correctionnel du Canada

Edmonton – Section locale

Jan Fox (président) – Service correctionnel du Canada

Sud de l'Alberta – Section locale

Murray Stooke (président) – Service de police de Calgary
Lorne Newman (vice-président) – Service correctionnel du Canada
Todd Zelenski – Service de police de Calgary
Steve Barlow – Service de police de Calgary
Ken Marchant – Service de police de Calgary
Dave Pelham – Service correctionnel du Canada
Tammi Cazal – ministère de la Justice de l'Alberta
Randy Elliot – ministère de la Justice de l'Alberta
Mike Hanley – Service correctionnel du Canada
Edward Vandal – ministère de la Justice de l'Alberta
Charlotte Macdonald – Jeunes contrevenants
Michelle Van de Bogart – Commission des libérations conditionnelles

III. Aperçu des activités en 2010-2011

Des réunions ont eu lieu dans toutes les sections locales de la région. Les présidents locaux sont très dévoués et transmettent tous les procès-verbaux au président régional. Ces sections locales discutent de divers sujets, par exemple la rotation fréquente parmi les procureurs et les juges, les délinquants dangereux, les rapports présentenciels, la croissance de la population carcérale causée par l'incarcération de personnes souffrant de problèmes de toxicomanie et de santé mentale, l'arriéré des tribunaux et le suivi dans les secteurs vulnérables.

Tous les comités locaux ont de bonnes relations avec les partenaires du système de justice pénale sur leur territoire. En septembre 2010, le Comité de

Westerman/Dauphin a tenu un atelier auquel ont participé plus de 100 personnes. Ce comité offre cet atelier à ses frais, chaque organisme aidant au financement de l'activité. Le comité de Winnipeg a été obligé d'annuler son atelier en raison des inondations, mais prévoit le faire en 2011-2012.

Les comités locaux à Regina, à Saskatoon et à Prince Albert ont tenu trois réunions au cours de la dernière année. En Alberta, on est en train de former des comités locaux pour le Nord et le Sud de la province.

IV. Initiatives clés dans la région des Prairies

1. Tenir la réunion semestrielle du CNM à Edmonton en mai 2012
 - ❖ Participation des corps policiers, des services correctionnels, des services de libérations conditionnelles et des services de poursuites
2. Assurer une représentation locale solide en Alberta
 - ❖ Réunion des présidents de la région des Prairies à Edmonton en septembre 2010
 - ❖ Réunion à Calgary en mars 2011
3. Tenir une réunion des présidents de la région des Prairies à Yellowknife en septembre 2011

V. Budget régional

Le Comité de la région des Prairies a reçu 10 000 \$ en 2010-2011 et a dépensé 6 733 \$ de ce montant. Pour l'exercice 2011-2012, il recevra 10 000 \$. Ces fonds seront répartis comme suit :

- 750 \$ aux comités locaux de Regina, de Saskatoon, de Prince Albert, de Calgary et d'Edmonton pour couvrir les frais liés aux réunions.
- 1 500 \$ au comité de Winnipeg pour l'atelier de 2011-2012
- 5 000 \$ pour la réunion des présidents à Yellowknife

Présenté par :

Clive Weighill, coprésident régional

Région du Pacifique
Présidentes : Cari Turi, Janice Armstrong

I. Introduction

En 2010, le CNM de la région du Pacifique a continué de croître et d'exploiter les succès des années passées. Les partenaires du système de justice pénale continuent de faire preuve d'une détermination remarquable comme le démontre le leadership exercé par le Comité de direction et l'acharnement des équipes dans les zones. Je tiens à remercier en particulier le président sortant, Doug LePard, qui a ouvert la voie pour le CNM dans la région du Pacifique au cours des deux dernières années. Il y a eu un roulement important au sein du Comité de direction, et les membres dans les zones se sont multipliés. L'engagement et la communication demeureront essentiels à la réussite dans la région. En tant que présidente, je peux affirmer que nous sommes à la hauteur des défis qui se présenteront! Je remercie tous les membres pour leur bon travail en 2010 et pour votre appui continu et votre persévérance en 2011!

II. Liste des membres dans la région du Pacifique

Présidente régionale – Cari Turi – Service correctionnel du Canada

Vice-président – Teal Maedel – GRC

Vice-président – Dave Keating – Service correctionnel du Canada

Président régional sortant – Doug LePard – Service de police de Vancouver

Craig Callens – GRC

Mike Cumberworth – Service de police de Vancouver

Janice Armstrong – GRC

David Jardine – Avocat-conseil de la Couronne

Harold Massey – Commission des libérations conditionnelles du Canada

Rick Lucy – Service de police d'Abbotsford

Bill Small – Services correctionnels provinciaux

III. Aperçu des activités en 2010

Le 27 avril 2010, l'équipe de la Zone du Lower Mainland a tenu un atelier visant à accroître la protection communautaire. À cette occasion, Mary-Ellen O'Toole, du FBI, a donné un exposé sur les tireurs en « mission ». Il y a aussi eu des exposés sur l'Équipe nationale de soutien à l'application de la *Loi sur les armes à feu* et sur la gestion au SCC des délinquants appartenant à des gangs.

Le 21 septembre 2010, Paul Patterson, un gestionnaire responsable des communications au Service de police de Vancouver a animé une séance de planification stratégique d'une journée pour les membres du Comité de direction du CNM de la région du Pacifique.

Le 19 novembre 2010, l'équipe de la Zone de l'île de Vancouver a tenu un atelier afin d'examiner le cas des délinquants souffrant de trouble de santé mentale et ayant des démêlés avec le système de justice pénale.

Le 23 novembre 2010, la direction du CNM en partenariat avec le groupe des Sciences du comportement de la GRC ont tenu une réunion interorganismes d'une journée auxquels ont participé des spécialistes de la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants sur Internet.

IV. Initiatives clés dans la région du Pacifique

Le Comité de direction s'est donné deux grands objectifs pour 2011 :

PREMIER OBJECTIF

Renforcer la participation au CNM partout en Colombie-Britannique et au Yukon afin d'inclure toutes les organisations concernées dans l'ensemble des zones de la région grâce aux mesures suivantes :

- les membres de la direction du CNM assureront un leadership en vue de promouvoir la participation des organisations et le recrutement auprès de celles-ci;
- améliorer la communication entre les membres de la direction et les équipes dans les zones en tenant des téléconférences et des vidéoconférences et en communiquant par courriel;
- élaborer un guide et des lignes directrices touchant le CNM qui régiront les comités dans les zones;

- accroître la participation de l'équipe de la zone du Yukon.

DEUXIÈME OBJECTIF

Mener des initiatives de communication afin de promouvoir le rôle du CNM dans la région du Pacifique et de faciliter la collaboration parmi les intervenants du système de justice pénale grâce aux mesures suivantes :

- les membres de la direction s'engagent à donner des présentations au cours des réunions de gestion interne;
- assister à la réunion des chefs de police en juin 2011 (promouvoir et distribuer le guide sur la libération conditionnelle préparé par le CNM à l'intention des policiers);
- mettre à jour le site Web;
- tenir des ateliers pour les policiers et les agents de libération conditionnelle dans chaque zone (si les fonds sont suffisants).

V. Budget régional

Le CNM dans la région du Pacifique a dépensé les 9 000 \$ qu'il avait reçus ainsi que les fonds supplémentaires obtenus à la fin de l'exercice pour mettre à jour le guide à l'intention des policiers sur la libération conditionnelle préparé par le CNM de la région du Pacifique.

Présenté par :

Cari Turi, présidente régionale

PLAN STRATÉGIQUE DU COMITÉ NATIONAL MIXTE 2011-2012

Mission

Contribuer à l'établissement des partenariats efficaces pour améliorer l'administration de la justice pénale au Canada

Valeurs

- La coopération
- La compréhension
- Le respect
- L'engagement

Plan d'action 2010-2012

Objectif #1

Assurer le maintien d'un mécanisme efficient et efficace d'échange d'information et de communication entre les partenaires du système de justice pénale

- Analyser l'environnement et dégager les nouvelles tendances et en évaluer le risque
- Échanger des renseignements sur les meilleures pratiques
- Assurer la fluidité de l'information

Objectif #2

Renforcer le rôle consultatif du comité au sein du gouvernement fédéral, provinciaux et territoriaux qui s'intéressent aux questions relatives aux différents services de justice pénale.

- Arrimer les différentes priorités régionales, nationale
- Travailler en association avec tous les niveaux gouvernementaux et les différents organismes partenaires en vue d'offrir des conseils sur toute problématique présenté au comité national mixte

Objectif #3

Améliorer les relations entre les organismes membres et le secteur de justice pénale, afin d'établir des liens durables pour une meilleure coordination et consultation.

- Élaborer des programmes de communication pour faciliter la collaboration entre les composantes du système de justice pénale
- Révision des statuts et des membres faisant partie de notre charte

Stratégie

- Renforcer les régions de l'atlantique
- Renforcer les régions des prairies
- Analyser les solutions technologiques pour améliorer les communications
- Adopter une stratégie d'image de marque
- Développer les reflexes de lecture assidue de l'environnement
- Travailler sur l'engagement des membres
- Arrimer nos travaux avec l'ACCP et faire en sorte de favoriser certains jumelage de dossiers d'intérêts communs.

COMPOSITION DU COMITÉ NATIONAL MIXTE

PRÉSIDENT

Didier Deramond
Inspecteur en chef
Service des enquêtes spéciales
Service de police de Montréal

Janice Armstrong (coprésidente)
Agente des opérations et chef de
district adjointe
GRC

PRÉSIDENT SORTANT

Pierre Sangollo
Directeur, Sécurité préventive et
renseignement de sécurité
Service correctionnel du Canada

PRAIRIES

Clive Weighill
(Coprésident, Manitoba/Sask.)
Chef
Service de police de Saskatoon

VICE-PRÉSIDENT

Michael Federico
Chef de police adjoint
Service de police de Toronto

Wayne Michaluk
(Vice-président, Manitoba/Sask.)
Directeur de secteur
Bureau de libération conditionnelle de
Saskatchewan Sud
Service correctionnel du Canada

COORDONNATEUR NATIONAL – CNM

David Arulpooranam
Coordonnateur de programmes et de
politique
Direction générale des affaires
correctionnelles et de la justice pénale
Sécurité publique Canada

Jan Fox
(Coprésident, Alberta)
Directeur de district
Service correctionnel du Canada

ONTARIO

Michael Federico
Chef de police adjoint
Service de police de Toronto

PRÉSIDENTS RÉGIONAUX

PACIFIQUE

Cari Turi (Coprésidente)
Directrice de district associée p.i.
Services correctionnels
communautaires, région du Pacifique
Service correctionnel du Canada

QUÉBEC

Didier Deramond
Inspecteur en chef
Service des enquêtes spéciales
Service de police de Montréal

ATLANTIQUE

Stephen N. McIntyre
Chef
Service de police régional de
Rothesay

ASSOCIATION CANADIENNE DES CHEFS DE POLICE

Clive Weighill
Chef
Service de police de Saskatoon

Didier Deramond
Inspecteur en chef
Service des enquêtes spéciales
Service de police de Montréal

Michael Federico
Chef de police adjoint
Service de police de Toronto

Stephen N. McIntyre
Chef, Service de police régional de
Rothesay

Ronald Boudreault
Inspecteur
Chef du Service des renseignements
criminels
Sûreté du Québec

ASSOCIATION DES CHEFS DE POLICE DES PREMIÈRES NATIONS

Stan Grier
Président de l'ACPPN
Chef
Service de police de la nation Tsuu
T'ina

SERVICE CORRECTIONNEL DU CANADA

Cari Turi (coprésidente)
Directrice de district associée p.i.
Services correctionnels
communautaires, région du Pacifique
Service correctionnel du Canada

Dave Keating
Directeur de secteur
Services correctionnels
communautaires de l'île de
Vancouver
Service correctionnel du Canada

Wayne Michaluk
(Vice-président, Manitoba/Sask.)
Directeur de secteur
Bureau de libération conditionnelle de
Saskatchewan Sud
Service correctionnel du Canada

Michel Laprade
Services juridiques
Service correctionnel du Canada

Jan Fox
Directeur de district
Service correctionnel du Canada

Chris Price
Commissaire adjoint, Opérations et
programmes correctionnels
Service correctionnel du Canada

Carmen Long
Directrice générale p.i., Réinsertion
sociale dans la collectivité
Service correctionnel du Canada

Julie Keravel
Directrice générale, p.i., Sécurité
Service correctionnel du Canada

Pierre Sangollo
Directeur, Sécurité préventive et
renseignement de sécurité
Service correctionnel du Canada

COMMISSION DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES DU CANADA

Shelley Trevethan
Directrice générale exécutive
Commission des libérations
conditionnelles du Canada

Michel Frappier
Gestionnaire régional, Programmes
de mise en liberté sous condition
Commission des libérations
conditionnelles du Canada

GENDARMERIE ROYALE DU CANADA

Bob Paulson
Commissaire adjoint
Services de police contractuels et
autochtones

Teal Maedel
Psychologue opérationnel
GRC

Janice Armstrong (coprésidente)
Agente des opérations et chef de
district adjointe
GRC

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

William (Bill) Bartlett
Avocat-conseil, Politique en matière
de droit pénal
Ministère de la Justice

Pamela Arnott
Directrice et avocate-conseil
Centre de la politique concernant les
victimes
Ministère de la Justice

ASSOCIATION CANADIENNE DES JURISTES DE L'ÉTAT

James R. Chaffe
Président
ACJE

Rick Woodburn
Service des procureurs de la
Couronne

Steve Fudge
Avocat-conseil de la Couronne
Ministère du Procureur général

Samiran P. Lakshman
Avocat-conseil de la Couronne
Poursuites spéciales

CENTRE CANADIEN DE LA STATISTIQUE JURIDIQUE

John Turner
Chef
Services de police
Centre canadien de la statistique
juridique

SÉCURITÉ PUBLIQUE CANADA

Mary Campbell
Directrice générale
Direction générale des affaires
correctionnelles et de la justice pénale